

Attaquer l'épargne, c'est menacer la reprise!

La France a la chance de disposer d'une épargne précieuse : l'assurance-vie. Cette épargne est toutefois contaminée par tout un processus de répression financière dont l'arsenal est désormais connu : baisse tendancielle des taux nominaux, instabilité des règles fiscales, augmentation des prélèvements fiscaux et sociaux, inflation rampante, condamnation à perpétuité des épargnants par des droits de succession, alors que l'épargne a déjà subi toutes sortes de prélèvements, avant, pendant et après la vie, transfert de richesse des individus vers les institutions financières ou au bénéfice de l'État et agressions récurrentes contre les détenteurs d'épargne assimilés à des gens fortunés. Vient s'ajouter la tentation d'économistes et d'élus de la République de bâtir leur « monde d'après » sur les ruines de l'épargne. De tels vœux sont contraires à un modèle de développement durable. Pourquoi ?

L'épargne est un service public. On ne taxe pas un service public. Elle est aussi l'affaire de gens modestes. S'attaquer à l'épargne, ce n'est pas s'attaquer uniquement aux riches, c'est s'attaquer d'abord à ceux qui ne le sont pas. 18 millions de Français détiennent une assurance-vie. Sont-ils tous millionnaires ? 58 % des agriculteurs

détiennent un contrat, un cadre sur deux, 30 % des employés, 38 % des artisans. Où est la justice quand on veut leur prendre le peu qu'ils ont ? Une fiscalité juste ne devrait pas viser à prendre au voisin mais à encourager un maximum de personnes à accéder à l'épargne. L'irritation de ceux qui estiment qu'on leur prend trop est aussi légitime que la revendication de ceux qui ne tolèrent pas la richesse d'autrui. Les politiques de redistribution, dans un contexte où il n'y a plus grand-chose à répartir, extrémisent les légitimes désarrois des uns et des autres.

L'épargne est la construction de l'avenir, l'acte même d'une personne « raisonnable », l'ancien bon père de famille. Elle n'a jamais empêché de consommer

L'épargne est aussi réprimée par la surabondance des liquidités. De l'argent, il y en a trop. Les banques centrales, en inondant les marchés, assèchent l'économie productive, facilitent la gestion des dettes publiques et appauvrissent les épargnants avec des taux qui tendent vers zéro. On ne relance pas une économie avec plus de monnaie mais avec davantage de confiance. La dette publique est une maladie contagieuse pour la génération future. Quel parent responsable est prêt à laisser des dettes en héritage à ses enfants ?

Nos ministres ont raison de déplorer l'excès d'épargne et l'insuffisance

de la consommation. Mais, là encore, si l'épargne est abondante, c'est qu'elle est le produit de l'incertitude. Elle est une réaction existentielle à l'aléa. J'épargne parce que j'ai peur. L'épargne représente une sécurité pour soi, ceux qui nous sont chers, nos bénéficiaires face à l'insécurité des temps modernes. Quant à la consommation, elle est le fruit de la confiance. On ne peut pas décréter plus de consommation et moins d'épargne, mais on peut favoriser un contexte où, en réduisant l'aléa, et en renforçant la confiance par la sagesse fiscale, on atteigne cet objectif. L'épargne est la construction de l'avenir, l'acte même d'une personne « raisonnable », l'ancien bon père de famille. Elle n'a jamais empêché de consommer. À force de contester le ressort de la croissance, l'épargne, comment s'étonner qu'il n'y ait plus de croissance ?

L'épargne est réprimée par un état d'esprit qui, pour ne pas être nouveau, prend une ampleur envahissante. Les antichambres ministérielles, les cénacles d'experts, les « sectes d'économistes » comme disait Voltaire, ne savent que préconiser des détours, des transferts de richesse ; ils philosophent sur leur répartition avant de favoriser leur création. La richesse pour soi est parallèle à la richesse pour autrui, elle est utile à l'État et à une société soucieuse de justice sociale. Pourquoi rougir d'être riche, est-ce si méprisable ? Cessons d'opposer riches

et pauvres et tentons de faire émerger de nouvelles valeurs plus citoyennes, sur lesquelles les uns et les autres pourront s'entendre.

S'attaquer à l'assurance-vie reviendrait à briser la précieuse alliance entre l'épargne et l'investissement. Ne cherchons pas à rompre cette unité entre la sécurité qu'elle confère aux épargnants et la nécessité qu'elle se mette au service de l'investissement. Sans l'une, on n'aura pas l'autre. Quelque 1 800 milliards de richesse, appelée assurance-vie, doivent être mis en parallèle avec les 2 400 milliards de dette publique, à ceci près que l'une est le fruit d'un effort citoyen d'épargnants prévoyants et l'autre le résultat d'une gestion incontrôlée des deniers publics.

En inventant un nouvel impôt sur ce qui ne crée pas de valeur, on réprime l'épargne et on compromet l'investissement productif. De quel esprit faut-il donc être animé pour s'attaquer à une épargne qui ne fait qu'exprimer un besoin humain de sécurité, sauf à privilégier l'insécurité pour tous comme règle politique de la modernité. Quelle inversion des valeurs ! Libérons l'épargne ! Accordons-lui confiance. Ne la défions pas. C'est un pari sur la réussite de notre pays.

Méditons avec Bruno Le Maire, fin germaniste, cette phrase de F. Hölderlin : « *Ce qui fait du monde un enfer, c'est que l'homme essaie d'en faire un paradis.* » * Association française d'épargne et de retraite (Afer), qui regroupe 770 000 adhérents épargnants.



DESSIN CLAIRFOND

GÉRARD BEKERMAN

Alors que Bruno Le Maire s'est inquiété d'un excès d'épargne des Français pendant le confinement, l'économiste et président de l'Afer estime que la décourager ne ferait qu'aggraver la crise.